

modifiant celle du 8 avril 2014 sur le patrimoine mobilier et immatériel

du 11 décembre 2024

LE GRAND CONSEIL DU CANTON DE VAUD

décrète

Article Premier

La loi du 8 avril 2014 sur le patrimoine mobilier et immatériel est modifiée comme il suit :

Art. 37 Sans changement

- Sans changement.
Sans changement.
Sans changement.

Les fonds existants suivants sont destinés à faciliter l'achat d'objets culturels mobiliers, le financement de travaux de restauration ou scientifiques, l'organisation d'expositions particulières ou d'événements spéciaux ainsi que des publications:

- Sans changement.
fonds des musées cantonaux d'archéologie et des sciences naturelles ;
Sans changement.
Sans changement.
Sans changement.
Sans changement.

Sans changement.

- Sans changement.
par des dons ou des legs ;
par des contributions ponctuelles de tiers.

Sans changement.

Sans changement.

Art. 2

La présente loi entre en vigueur le 1er janvier 2025.

Art. 3

Le Conseil d'Etat est chargé de l'exécution de la présente loi, qui est soumise au référendum facultatif.

Il en publiera le texte et la mettra en vigueur, par voie d'arrêté, conformément à l'article 2.

Donné, sous le grand sceau de l'Etat, à Lausanne, le 11 décembre 2024.

Le président du Grand Conseil: J.-F. Thuillard
Le secrétaire général du Grand Conseil: I. Santucci

Date de publication : 24 décembre 2024
Délai référendaire : 27 février 2025

modifiant la loi du 4 juillet 2000 sur les impôts directs cantonaux

du 11 décembre 2024

LE GRAND CONSEIL DU CANTON DE VAUD

vu le projet de loi présenté par le Conseil d'Etat

décrète

Article Premier

La loi du 4 juillet 2000 sur les impôts directs cantonaux est modifiée comme il suit :

Art. 26 Sans changement

- Sans changement.
Sans changement.

Les assurances de rentes viagères ainsi que les contrats de rentes viagères et d'entretien viager sont imposables à raison de leur part de rendement. Celle-ci se détermine comme suit :

a. pour les prestations garanties provenant d'assurances de rentes viagères soumises à la loi du 2 avril 1908 sur le contrat d'assurance (LCA), le taux d'intérêt technique maximal (m) défini conformément à l'art. 36, al. 1, de la loi du 17 décembre 2004 sur la surveillance des assurances qui était applicable à la conclusion du contrat est déterminant pendant toute la durée de celui-ci :

- si le taux d'intérêt est supérieur à zéro, la part de rendement se calcule au moyen de la formule suivante, en arrondissant le résultat au pourcentage entier le plus proche :
part de rendement = [1 - ((1+m)^22 - 1) / (22 \* m \* (1+m)^22)] \* 100%
si le taux d'intérêt est nul ou négatif, la part de rendement est de 0 %;

b. pour les prestations excédentaires réalisées sur les assurances de rentes viagères qui sont soumises à la LCA, elle est de 70 %;

c. pour les prestations provenant d'assurances de rentes viagères étrangères ou de contrats de rentes viagères ou d'entretien viager, le rendement annualisé, augmenté de 0,5 point de pourcentage, des obligations émises par la Confédération pour une période de dix ans (r) au cours de l'année fiscale concernée et des neuf années précédentes est déterminant:

- si le rendement est supérieur à zéro, la part de rendement se calcule au moyen de la formule suivante, en arrondissant le résultat au pourcentage entier le plus proche :
part de rendement = [1 - ((1+r)^22 - 1) / (22 \* r \* (1+r)^22)] \* 100%
si le rendement est nul ou négatif, la part de rendement est de 0 %.

Art. 37 Sans changement

- Sans changement.
Sans changement.
les charges durables et la part de rendement au sens de l'article 26, alinéa 3, lettre c, des prestations fondées sur des contrats de rentes viagères ou d'entretien viager ;
Sans changement.
Sans changement.
Sans changement.

- f. Sans changement.
- g. Sans changement.
- h. Sans changement.
- hbis. Sans changement.
- i. Sans changement.
- j. Sans changement.
  - 1. Sans changement.
  - 2. Sans changement.
  - 3. Sans changement.
- k. Sans changement.
- l. Sans changement.
  - 1. Sans changement.
  - 2. Sans changement.

<sup>2</sup> Sans changement.

<sup>3</sup> Sans changement.

**Art. 84 Sans changement**

<sup>1</sup> Sans changement.

- a. Sans changement.
- b. Sans changement.

<sup>2</sup> Les placements collectifs qui possèdent des immeubles en propriété directe au sens des articles 58 ou 118a de la loi fédérale du 23 juin 2006 sur les placements collectifs de capitaux (LPCC) sont assimilés aux autres personnes morales. Les sociétés d'investissement à capital fixe au sens de l'article 110 LPCC sont imposées comme des sociétés de capitaux.

<sup>3</sup> Sans changement.

**Art. 177 Sans changement**

<sup>1</sup> Sans changement.

- a. Sans changement.
- b. Sans changement.
- c. les assureurs, sur la valeur de rachat des assurances et sur les prestations payées ou dues en vertu de contrats d'assurance ; pour les assurances de rentes viagères soumises à la LCA, ils doivent fournir en outre une attestation sur l'année de la conclusion du contrat, sur le montant de la rente viagère garantie, sur la part totale de rendement imposable au sens de l'article 26, alinéa 3, ainsi que sur les prestations excédentaires et la part de rendement provenant de ces prestations au sens de l'article 26, alinéa 3, lettre b;
- d. Sans changement.
- e. Sans changement.

<sup>2</sup> Sans changement.

**Art. 2**

<sup>1</sup> La présente loi entre en vigueur le 1er janvier 2025.

**Art. 3**

<sup>1</sup> Le Conseil d'Etat est chargé de l'exécution de la présente loi. Il en publiera le texte conformément à l'article 84, alinéa 1, lettre a) de la Constitution cantonale et la mettra en vigueur, par voie d'arrêté, conformément à l'article 2 ci-dessus.

Donné, sous le grand sceau de l'Etat, à Lausanne, le 11 décembre 2024.

Le président du Grand Conseil: *J.-F. Thuillard*      Le secrétaire général du Grand Conseil: *I. Santucci*

Date de publication : 24 décembre 2024

Délai référendaire : 27 février 2025

# LOI

642.12

## modifiant la loi du 10 octobre 2023 sur la réduction de l'impôt cantonal sur le revenu des personnes physiques

du 17 décembre 2024

LE GRAND CONSEIL DU CANTON DE VAUD

vu le projet de loi présenté par le Conseil d'Etat

*décrète*

**Article Premier**

<sup>1</sup> La loi du 10 octobre 2023 sur la réduction de l'impôt cantonal sur le revenu des personnes physiques est modifiée comme il suit :

**Art. 4 Sans changement**

<sup>1</sup> L'impôt cantonal de base sur le revenu des personnes physiques est réduit de 4% pour l'année fiscale 2025 à l'exception de l'impôt cantonal de base afférent aux revenus imposés selon les articles 48a et 49 LI.

<sup>2</sup> L'impôt cantonal de base sur le revenu des personnes physiques est réduit de 5% pour l'année fiscale 2026 à l'exception de l'impôt cantonal de base afférent aux revenus imposés selon les articles 48a et 49 LI.

<sup>3</sup> L'impôt cantonal de base sur le revenu des personnes physiques est réduit de 7% dès l'année fiscale 2027 à l'exception de l'impôt cantonal de base afférent aux revenus imposés selon les articles 48a et 49 LI.

**Art. 2**

<sup>1</sup> L'article 4, alinéa 1 de la présente loi entre en vigueur le 1er janvier 2025.

<sup>2</sup> L'article 4, alinéa 2 de la présente loi entre en vigueur le 1er janvier 2026.

<sup>3</sup> L'article 4, alinéa 3 de la présente loi entre en vigueur le 1er janvier 2027.

**Art. 3**

<sup>1</sup> Le Conseil d'Etat est chargé de l'exécution de la présente loi. Il en publiera le texte conformément à l'article 84, alinéa 1, lettre a) de la Constitution cantonale et la mettra en vigueur, par voie d'arrêté, conformément à l'article 2 ci-dessus.

Donné, sous le grand sceau de l'Etat, à Lausanne, le 17 décembre 2024.

Le président du Grand Conseil: *J.-F. Thuillard*      Le secrétaire général du Grand Conseil: *I. Santucci*

Date de publication : 24 décembre 2024

Délai référendaire : 27 février 2025

# modifiant la loi du 27 février 1963 concernant le droit de mutation sur les transferts immobiliers et l'impôt sur les successions et donations

du 11 décembre 2024

LE GRAND CONSEIL DU CANTON DE VAUD

vu le projet de loi présenté par le Conseil d'Etat

décrète

## Article Premier

<sup>1</sup> La loi du 27 février 1963 concernant le droit de mutation sur les transferts immobiliers et l'impôt sur les successions et donations est modifiée comme il suit :

### Art. 16 Prestations exonérées

<sup>1</sup> L'impôt sur les donations n'est pas perçu :

- a. sur les prestations à des parents en ligne directe nécessaires à l'éducation ou à la formation professionnelle du bénéficiaire, ou effectuées en vertu d'un devoir d'assistance;
- b. Supprimé
- c. sur les donations égales ou inférieures à 10'000 francs par bénéficiaire, cumulées dans le courant de la même année civile. Au-delà de ce montant, elles sont imposables sur l'intégralité de la prestation accordée à titre gratuit;
- cbis. sur les donations égales ou inférieures à 300'000 francs par enfant dans la ligne directe descendante, cumulées dans le courant de la même année civile. Au-delà de ce montant, elles sont imposables sur l'intégralité de la prestation accordée à titre gratuit;
- d. Sans changement.
- e. Sans changement.
- f. Sans changement.

### Art. 29a d) en cas de succession et donation d'entreprises

<sup>1</sup> Est déduit de la valeur de la libéralité le 50% de la fortune commerciale nette pour les transferts par succession et donation, entre descendants en ligne directe, d'entreprises de personnes ou agricoles situées dans le canton. L'héritier ou le donataire doit occuper une fonction dirigeante au sein de l'entreprise et en détenir individuellement au minimum 25% après la succession ou la donation.

<sup>2</sup> Sans changement.

<sup>3</sup> Sans changement.

<sup>4</sup> Il y a participation au sens de l'alinéa 2 :

- a. Si les droits de participation transférés représentent au moins 25% du capital-actions ou du capital social libéré ou;
- b. Si l'héritier ou le donataire dispose individuellement après la succession ou de la donation d'au moins 25% du capital-actions ou d'au moins 25% des droits de vote dans la société.

### Art. 29b Suppression de la réduction

<sup>1</sup> Sans changement.

<sup>2</sup> La réduction au sens de l'article 29a, alinéas 2 et 3 est supprimée si la participation est aliénée à titre onéreux dans les cinq ans suivant le transfert imposé, si elle est cédée à une personne qui ne remplit pas les conditions donnant droit à la réduction, si la hauteur de la participation ou des droits de vote passe en-dessous de 25% individuellement pour l'héritier et le donataire, si l'héritier ou le donataire cesse d'occuper une fonction dirigeante dans la société de capitaux ou la société coopérative, ou qu'il transfère son domicile hors du canton. Dans ce cas, un impôt complémentaire est perçu.

### Art. 30 Calcul de l'impôt

<sup>1</sup> Sans changement.

<sup>1bis</sup> L'impôt sur les successions et les donations est calculé en fonction du lien de parenté entre le constituant du trust et le bénéficiaire le plus éloigné.

<sup>2</sup> Sans changement.

<sup>3</sup> Lorsque le même donateur a fait deux ou plusieurs donations successives au même donataire, l'impôt sur les donations postérieures se calcule en tenant compte des donations antérieures pour fixer le taux d'imposition. Il n'est pas tenu compte des donations sur lesquelles l'impôt n'a pas été perçu selon l'article 16, alinéa 1.

<sup>4</sup> De même, lorsqu'un donataire devient plus tard héritier ou légataire du donateur, il est tenu compte des donations antérieures pour le calcul du taux d'imposition sur la succession ou le legs et, le cas échéant, pour le dégrèvement. Il n'est pas tenu compte des donations sur lesquelles l'impôt n'a pas été perçu selon l'article 16, alinéa 1.

<sup>5</sup> Sans changement.

### Art. 31 Montant exonéré

<sup>1</sup> Pour le calcul de l'impôt successoral, il est déduit 1'000'000 de francs du montant net de la part revenant à chaque souche héréditaire de la première parentèle, lorsque cette part n'atteint pas 1'001'000 francs.

<sup>2</sup> Si la part atteint 1'001'000 francs, la déduction est réduite de 1/100e par tranche de mille francs à partir de 1'001'000 francs.

<sup>3</sup> Sans changement.

<sup>4</sup> Sans changement.

### Art. 2

<sup>1</sup> La présente loi entre en vigueur le 1er janvier 2025. Les modifications sont applicables pour toutes les successions ou les donations intervenues à partir du 1er janvier 2025.

### Art. 3

<sup>1</sup> Le Conseil d'Etat est chargé de l'exécution de la présente loi. Il en publiera le texte conformément à l'article 84, alinéa 1, lettre a) de la Constitution cantonale et la mettra en vigueur, par voie d'arrêté, conformément à l'article 2 ci-dessus.

Donné, sous le grand sceau de l'Etat, à Lausanne, le 11 décembre 2024.

Le président du Grand Conseil: Le secrétaire général du Grand Conseil:

*J.-F. Thuillard*

*I. Santucci*

## Annexes

1. Barème spécial de l'impôt sur les successions

2. Barème général de l'impôt sur les successions et donations

Date de publication : 24 décembre 2024

Délai référendaire : 27 février 2025

**I. BARÈME SPECIAL DE L'IMPÔT SUR LES SUCCESSIONS**(art. 31, al. 1 à 3) – valable dès le 1<sup>er</sup> janvier 2025

Le montant imposable est arrondi aux milles francs inférieurs.

Ligne directe descendante							
Montant	Taux						
1'000'000	0	1'025'000	0.856	1'052'000	1.782	1'079'000	2.707
1'001'000	0.034	1'026'000	0.891	1'053'000	1.816	1'080'000	2.741
1'002'000	0.069	1'027'000	0.925	1'054'000	1.850	1'081'000	2.775
1'003'000	0.103	1'028'000	0.959	1'055'000	1.884	1'082'000	2.809
1'004'000	0.137	1'029'000	0.994	1'056'000	1.919	1'083'000	2.844
1'005'000	0.171	1'030'000	1.028	1'057'000	1.953	1'084'000	2.878
1'006'000	0.206	1'031'000	1.062	1'058'000	1.987	1'085'000	2.912
1'007'000	0.240	1'032'000	1.096	1'059'000	2.021	1'086'000	2.946
1'008'000	0.274	1'033'000	1.131	1'060'000	2.056	1'087'000	2.981
1'009'000	0.308	1'034'000	1.165	1'061'000	2.090	1'088'000	3.015
1'010'000	0.343	1'035'000	1.199	1'062'000	2.124	1'089'000	3.049
1'011'000	0.377	1'036'000	1.233	1'063'000	2.158	1'090'000	3.083
1'012'000	0.411	1'037'000	1.268	1'064'000	2.193	1'091'000	3.118
1'013'000	0.445	1'038'000	1.302	1'065'000	2.227	1'092'000	3.152
1'014'000	0.480	1'039'000	1.336	1'066'000	2.261	1'093'000	3.186
1'015'000	0.514	1'040'000	1.370	1'067'000	2.295	1'094'000	3.220
1'016'000	0.548	1'041'000	1.405	1'068'000	2.330	1'095'000	3.255
1'017'000	0.582	1'042'000	1.439	1'069'000	2.364	1'096'000	3.289
1'018'000	0.617	1'043'000	1.473	1'070'000	2.398	1'097'000	3.323
1'019'000	0.651	1'044'000	1.507	1'071'000	2.432	1'098'000	3.357
1'020'000	0.685	1'045'000	1.542	1'072'000	2.467	1'099'000	3.392
1'021'000	0.719	1'046'000	1.576	1'073'000	2.501	1'100'000	
1'022'000	0.754	1'047'000	1.610	1'074'000	2.535		
1'023'000	0.788	1'048'000	1.644	1'075'000	2.570		
1'024'000	0.822	1'049'000	1.679	1'076'000	2.604		
		1'050'000	1.713	1'077'000	2.638		
		1'051'000	1.747	1'078'000	2.672		

(au-delà de 1'099'000 francs, consulter le barème général de l'impôt sur les successions et donations)

**II. BARÈME GÉNÉRAL DE L'IMPÔT SUR LES SUCCESSIONS ET DONATIONS<sup>1,13</sup>**

(art. 34)

Le montant imposable est arrondi aux mille francs inférieurs.

b) Descendant d'un précédent mariage du conjoint ou du partenaire enregistré, père et mère, grands-parents, arrière-grands-parents					
Montant	Taux en %	Montant	Taux en %	Montant	Taux en %
1'000	2,640	47'000	3,468	93'000	4,016
2'000	2,640	48'000	3,478	94'000	4,023
3'000	2,640	49'000	3,488	95'000	4,029
4'000	2,640	50'000	3,498	96'000	4,035
5'000	2,640	51'000	3,520	97'000	4,041
6'000	2,640	52'000	3,541	98'000	4,047
7'000	2,640	53'000	3,561	99'000	4,053
8'000	2,640	54'000	3,581	100'000	4,059
9'000	2,640	55'000	3,600	101'000	4,071
10'000	2,640	56'000	3,618	102'000	4,082
11'000	2,700	57'000	3,635	103'000	4,094
12'000	2,750	58'000	3,652	104'000	4,105
13'000	2,792	59'000	3,669	105'000	4,117
14'000	2,828	60'000	3,685	106'000	4,128
15'000	2,860	61'000	3,700	107'000	4,138
16'000	2,887	62'000	3,715	108'000	4,149
17'000	2,911	63'000	3,729	109'000	4,159
18'000	2,933	64'000	3,743	110'000	4,170
19'000	2,952	65'000	3,756	111'000	4,180
20'000	2,970	66'000	3,770	112'000	4,189
21'000	2,985	67'000	3,782	113'000	4,199
22'000	3,000	68'000	3,795	114'000	4,208
23'000	3,013	69'000	3,806	115'000	4,218
24'000	3,025	70'000	3,818	116'000	4,227
25'000	3,036	71'000	3,829	117'000	4,236
26'000	3,071	72'000	3,840	118'000	4,245
27'000	3,104	73'000	3,851	119'000	4,253
28'000	3,135	74'000	3,861	120'000	4,262
29'000	3,163	75'000	3,872	121'000	4,270
30'000	3,190	76'000	3,881	122'000	4,279
31'000	3,214	77'000	3,891	123'000	4,287
32'000	3,238	78'000	3,900	124'000	4,295
33'000	3,260	79'000	3,909	125'000	4,303
34'000	3,280	80'000	3,918	126'000	4,310
35'000	3,300	81'000	3,927	127'000	4,318
36'000	3,318	82'000	3,935	128'000	4,326
37'000	3,335	83'000	3,944	129'000	4,333
38'000	3,352	84'000	3,952	130'000	4,340
39'000	3,367	85'000	3,960	131'000	4,347
40'000	3,382	86'000	3,967	132'000	4,355
41'000	3,396	87'000	3,975	133'000	4,361
42'000	3,410	88'000	3,982	134'000	4,368
43'000	3,422	89'000	3,989	135'000	4,375
44'000	3,435	90'000	3,996	136'000	4,382
45'000	3,446	91'000	4,003	137'000	4,388
46'000	3,457	92'000	4,010	138'000	4,395

b) Descendant d'un précédent mariage du conjoint ou du partenaire enregistré, père et mère, grands-parents, arrière-grands-parents					
Montant	Taux en %	Montant	Taux en %	Montant	Taux en %
139'000	4,401	185'000	4,744	231'000	5,071
140'000	4,407	186'000	4,751	232'000	5,078
141'000	4,414	187'000	4,757	233'000	5,084
142'000	4,420	188'000	4,763	234'000	5,091
143'000	4,426	189'000	4,770	235'000	5,097
144'000	4,432	190'000	4,776	236'000	5,103
145'000	4,437	191'000	4,782	237'000	5,110
146'000	4,443	192'000	4,788	238'000	5,116
147'000	4,449	193'000	4,794	239'000	5,122
148'000	4,455	194'000	4,800	240'000	5,128
149'000	4,460	195'000	4,806	241'000	5,134
150'000	4,466	196'000	4,811	242'000	5,140
151'000	4,475	197'000	4,817	243'000	5,146
152'000	4,485	198'000	4,823	244'000	5,152
153'000	4,494	199'000	4,828	245'000	5,158
154'000	4,504	200'000	4,834	246'000	5,164
155'000	4,513	201'000	4,843	247'000	5,170
156'000	4,522	202'000	4,851	248'000	5,176
157'000	4,531	203'000	4,860	249'000	5,181
158'000	4,540	204'000	4,869	250'000	5,187
159'000	4,549	205'000	4,877	251'000	5,193
160'000	4,558	206'000	4,885	252'000	5,198
161'000	4,566	207'000	4,894	253'000	5,204
162'000	4,575	208'000	4,902	254'000	5,209
163'000	4,583	209'000	4,910	255'000	5,215
164'000	4,591	210'000	4,918	256'000	5,220
165'000	4,600	211'000	4,926	257'000	5,226
166'000	4,608	212'000	4,934	258'000	5,231
167'000	4,616	213'000	4,942	259'000	5,236
168'000	4,623	214'000	4,950	260'000	5,241
169'000	4,631	215'000	4,957	261'000	5,247
170'000	4,639	216'000	4,965	262'000	5,252
171'000	4,647	217'000	4,972	263'000	5,257
172'000	4,654	218'000	4,980	264'000	5,262
173'000	4,661	219'000	4,987	265'000	5,267
174'000	4,669	220'000	4,995	266'000	5,272
175'000	4,676	221'000	5,002	267'000	5,277
176'000	4,683	222'000	5,009	268'000	5,282
177'000	4,690	223'000	5,016	269'000	5,287
178'000	4,697	224'000	5,023	270'000	5,292
179'000	4,704	225'000	5,030	271'000	5,297
180'000	4,711	226'000	5,037	272'000	5,301
181'000	4,718	227'000	5,044	273'000	5,306
182'000	4,725	228'000	5,051	274'000	5,311
183'000	4,731	229'000	5,058	275'000	5,316
184'000	4,738	230'000	5,064	276'000	5,320
				277'000	5,325

b) Descendant d'un précédent mariage du conjoint ou du partenaire enregistré, père et mère, grands-parents, arrière-grands-parents					
Montant	Taux en %	Montant	Taux en %	Montant	Taux en %
278'000	5,329	325'000	5,564	372'000	5,778
279'000	5,334	326'000	5,569	373'000	5,782
280'000	5,338	327'000	5,574	374'000	5,786
281'000	5,343	328'000	5,579	375'000	5,790
282'000	5,347	329'000	5,584	376'000	5,794
283'000	5,352	330'000	5,590	377'000	5,798
284'000	5,356	331'000	5,595	378'000	5,802
285'000	5,361	332'000	5,600	379'000	5,805
286'000	5,365	333'000	5,605	380'000	5,809
287'000	5,369	334'000	5,610	381'000	5,813
288'000	5,373	335'000	5,614	382'000	5,817
289'000	5,378	336'000	5,619	383'000	5,821
290'000	5,382	337'000	5,624	384'000	5,824
291'000	5,386	338'000	5,629	385'000	5,828
292'000	5,390	339'000	5,634	386'000	5,832
293'000	5,394	340'000	5,639	387'000	5,835
294'000	5,398	341'000	5,643	388'000	5,839
295'000	5,403	342'000	5,648	389'000	5,843
296'000	5,407	343'000	5,653	390'000	5,846
297'000	5,411	344'000	5,657	391'000	5,850
298'000	5,415	345'000	5,662	392'000	5,854
299'000	5,419	346'000	5,667	393'000	5,857
300'000	5,423	347'000	5,671	394'000	5,861
301'000	5,429	348'000	5,676	395'000	5,864
302'000	5,435	349'000	5,680	396'000	5,868
303'000	5,441	350'000	5,685	397'000	5,871
304'000	5,447	351'000	5,689	398'000	5,875
305'000	5,453	352'000	5,694	399'000	5,878
306'000	5,459	353'000	5,698	400'000	5,882
307'000	5,464	354'000	5,703	401'000	5,887
308'000	5,470	355'000	5,707	402'000	5,892
309'000	5,476	356'000	5,711	403'000	5,897
310'000	5,482	357'000	5,716	404'000	5,902
311'000	5,487	358'000	5,720	405'000	5,907
312'000	5,493	359'000	5,724	406'000	5,912
313'000	5,499	360'000	5,729	407'000	5,917
314'000	5,504	361'000	5,733	408'000	5,922
315'000	5,510	362'000	5,737	409'000	5,927
316'000	5,516	363'000	5,741	410'000	5,931
317'000	5,521	364'000	5,745	411'000	5,936
318'000	5,526	365'000	5,750	412'000	5,941
319'000	5,532	366'000	5,754	413'000	5,946
320'000	5,537	367'000	5,758	414'000	5,951
321'000	5,543	368'000	5,762	415'000	5,955
322'000	5,548	369'000	5,766	416'000	5,960
323'000	5,553	370'000	5,770	417'000	5,965
324'000	5,559	371'000	5,774	418'000	5,970

b) Descendant d'un précédent mariage du conjoint ou du partenaire enregistré, père et mère, grands-parents, arrière-grands-parents					
Montant	Taux en %	Montant	Taux en %	Montant	Taux en %
419'000	5,974	466'000	6,170	513'000	6,347
420'000	5,979	467'000	6,174	514'000	6,352
421'000	5,983	468'000	6,178	515'000	6,356
422'000	5,988	469'000	6,182	516'000	6,360
423'000	5,993	470'000	6,185	517'000	6,365
424'000	5,997	471'000	6,189	518'000	6,369
425'000	6,002	472'000	6,193	519'000	6,373
426'000	6,006	473'000	6,196	520'000	6,377
427'000	6,011	474'000	6,200	521'000	6,382
428'000	6,015	475'000	6,204	522'000	6,386
429'000	6,020	476'000	6,207	523'000	6,390
430'000	6,024	477'000	6,211	524'000	6,394
431'000	6,028	478'000	6,214	525'000	6,398
432'000	6,033	479'000	6,218	526'000	6,403
433'000	6,037	480'000	6,221	527'000	6,407
434'000	6,041	481'000	6,225	528'000	6,411
435'000	6,046	482'000	6,228	529'000	6,415
436'000	6,050	483'000	6,232	530'000	6,419
437'000	6,054	484'000	6,235	531'000	6,423
438'000	6,059	485'000	6,239	532'000	6,427
439'000	6,063	486'000	6,242	533'000	6,431
440'000	6,067	487'000	6,246	534'000	6,435
441'000	6,071	488'000	6,249	535'000	6,439
442'000	6,075	489'000	6,253	536'000	6,443
443'000	6,080	490'000	6,256	537'000	6,447
444'000	6,084	491'000	6,259	538'000	6,451
445'000	6,088	492'000	6,263	539'000	6,455
446'000	6,092	493'000	6,266	540'000	6,459
447'000	6,096	494'000	6,270	541'000	6,463
448'000	6,100	495'000	6,273	542'000	6,467
449'000	6,104	496'000	6,276	543'000	6,471
450'000	6,108	497'000	6,279	544'000	6,475
451'000	6,112	498'000	6,283	545'000	6,478
452'000	6,116	499'000	6,286	546'000	6,482
453'000	6,120	500'000	6,289	547'000	6,486
454'000	6,124	501'000	6,294	548'000	6,490
455'000	6,128	502'000	6,298	549'000	6,494
456'000	6,132	503'000	6,303	550'000	6,498
457'000	6,136	504'000	6,307	551'000	6,501
458'000	6,140	505'000	6,312	552'000	6,505
459'000	6,144	506'000	6,316	553'000	6,509
460'000	6,148	507'000	6,321	554'000	6,513
461'000	6,151	508'000	6,325	555'000	6,516
462'000	6,155	509'000	6,330	556'000	6,520
463'000	6,159	510'000	6,334	557'000	6,524
464'000	6,163	511'000	6,339	558'000	6,527
465'000	6,167	512'000	6,343	559'000	6,531

b) Descendant d'un précédent mariage du conjoint ou du partenaire enregistré, père et mère, grands-parents, arrière-grands-parents					
Montant	Taux en %	Montant	Taux en %	Montant	Taux en %
560'000	6,535	606'000	6,690	652'000	6,823
561'000	6,538	607'000	6,693	653'000	6,826
562'000	6,542	608'000	6,696	654'000	6,829
563'000	6,546	609'000	6,699	655'000	6,831
564'000	6,549	610'000	6,702	656'000	6,834
565'000	6,553	611'000	6,705	657'000	6,837
566'000	6,556	612'000	6,708	658'000	6,839
567'000	6,560	613'000	6,711	659'000	6,842
568'000	6,563	614'000	6,715	660'000	6,845
569'000	6,567	615'000	6,718	661'000	6,847
570'000	6,571	616'000	6,721	662'000	6,850
571'000	6,574	617'000	6,724	663'000	6,852
572'000	6,578	618'000	6,727	664'000	6,855
573'000	6,581	619'000	6,730	665'000	6,858
574'000	6,585	620'000	6,733	666'000	6,860
575'000	6,588	621'000	6,736	667'000	6,863
576'000	6,591	622'000	6,739	668'000	6,865
577'000	6,595	623'000	6,741	669'000	6,868
578'000	6,598	624'000	6,744	670'000	6,870
579'000	6,602	625'000	6,747	671'000	6,873
580'000	6,605	626'000	6,750	672'000	6,875
581'000	6,609	627'000	6,753	673'000	6,878
582'000	6,612	628'000	6,756	674'000	6,881
583'000	6,615	629'000	6,759	675'000	6,883
584'000	6,619	630'000	6,762	676'000	6,886
585'000	6,622	631'000	6,765	677'000	6,888
586'000	6,625	632'000	6,768	678'000	6,891
587'000	6,629	633'000	6,770	679'000	6,893
588'000	6,632	634'000	6,773	680'000	6,896
589'000	6,635	635'000	6,776	681'000	6,898
590'000	6,639	636'000	6,779	682'000	6,900
591'000	6,642	637'000	6,782	683'000	6,903
592'000	6,645	638'000	6,785	684'000	6,905
593'000	6,648	639'000	6,787	685'000	6,908
594'000	6,652	640'000	6,790	686'000	6,910
595'000	6,655	641'000	6,793	687'000	6,913
596'000	6,658	642'000	6,796	688'000	6,915
597'000	6,661	643'000	6,799	689'000	6,918
598'000	6,665	644'000	6,801	690'000	6,920
599'000	6,668	645'000	6,804	691'000	6,922
600'000	6,671	646'000	6,807	692'000	6,925
601'000	6,674	647'000	6,810	693'000	6,927
602'000	6,677	648'000	6,812	694'000	6,930
603'000	6,680	649'000	6,815	695'000	6,932
604'000	6,684	650'000	6,818	696'000	6,934
605'000	6,687	651'000	6,821	697'000	6,937

b) Descendant d'un précédent mariage du conjoint ou du partenaire enregistré, père et mère, grands-parents, arrière-grands-parents					
Montant	Taux en %	Montant	Taux en %	Montant	Taux en %
698'000	6,939	744'000	7,040	790'000	7,130
699'000	6,941	745'000	7,042	791'000	7,132
700'000	6,944	746'000	7,045	792'000	7,134
701'000	6,946	747'000	7,047	793'000	7,135
702'000	6,948	748'000	7,049	794'000	7,137
703'000	6,951	749'000	7,051	795'000	7,139
704'000	6,953	750'000	7,053	796'000	7,141
705'000	6,955	751'000	7,055	797'000	7,143
706'000	6,958	752'000	7,057	798'000	7,145
707'000	6,960	753'000	7,059	799'000	7,146
708'000	6,962	754'000	7,061	800'000	7,148
709'000	6,964	755'000	7,063	801'000	7,150
710'000	6,967	756'000	7,065	802'000	7,152
711'000	6,969	757'000	7,067	803'000	7,153
712'000	6,971	758'000	7,069	804'000	7,155
713'000	6,973	759'000	7,071	805'000	7,157
714'000	6,976	760'000	7,073	806'000	7,159
715'000	6,978	761'000	7,075	807'000	7,161
716'000	6,980	762'000	7,077	808'000	7,162
717'000	6,982	763'000	7,079	809'000	7,164
718'000	6,985	764'000	7,081	810'000	7,166
719'000	6,987	765'000	7,083	811'000	7,168
720'000	6,989	766'000	7,085	812'000	7,169
721'000	6,991	767'000	7,087	813'000	7,171
722'000	6,993	768'000	7,088	814'000	7,173
723'000	6,996	769'000	7,090	815'000	

b) Descendant d'un précédent mariage du conjoint ou du partenaire enregistré, père et mère, grands-parents, arrière-grands-parents					
Montant	Taux en %	Montant	Taux en %	Montant	Taux en %
836'000	7,210	882'000	7,281	928'000	7,346
837'000	7,211	883'000	7,283	929'000	7,347
838'000	7,213	884'000	7,284	930'000	7,348
839'000	7,215	885'000	7,286	931'000	7,350
840'000	7,216	886'000	7,287	932'000	7,351
841'000	7,218	887'000	7,289	933'000	7,352
842'000	7,220	888'000	7,290	934'000	7,353
843'000	7,221	889'000	7,291	935'000	7,355
844'000	7,223	890'000	7,293	936'000	7,356
845'000	7,224	891'000	7,294	937'000	7,357
846'000	7,226	892'000	7,296	938'000	7,359
847'000	7,228	893'000	7,297	939'000	7,360
848'000	7,229	894'000	7,299	940'000	7,361
849'000	7,231	895'000	7,300	941'000	7,363
850'000	7,232	896'000	7,301	942'000	7,364
851'000	7,234	897'000	7,303	943'000	7,365
852'000	7,235	898'000	7,304	944'000	7,366
853'000	7,237	899'000	7,306	945'000	7,368
854'000	7,239	900'000	7,307	946'000	7,369
855'000	7,240	901'000	7,309	947'000	7,370
856'000	7,242	902'000	7,310	948'000	7,372
857'000	7,243	903'000	7,311	949'000	7,373
858'000	7,245	904'000	7,313	950'000	7,374
859'000	7,246	905'000	7,314	951'000	7,375
860'000	7,248	906'000	7,316	952'000	7,377
861'000	7,250	907'000	7,317	953'000	7,378
862'000	7,251	908'000	7,318	954'000	7,379
863'000	7,253	909'000	7,320	955'000	7,380
864'000	7,254	910'000	7,321	956'000	7,382
865'000	7,256	911'000	7,323	957'000	7,383
866'000	7,257	912'000	7,324	958'000	7,384
867'000	7,259	913'000	7,325	959'000	7,385
868'000	7,260	914'000	7,327	960'000	7,387
869'000	7,262	915'000	7,328	961'000	7,388
870'000	7,263	916'000	7,329	962'000	7,389
871'000	7,265	917'000	7,331	963'000	7,390
872'000	7,266	918'000	7,332	964'000	7,392
873'000	7,268	919'000	7,333	965'000	7,393
874'000	7,269	920'000	7,335	966'000	7,394
875'000	7,271	921'000	7,336	967'000	7,395
876'000	7,272	922'000	7,338	968'000	7,397
877'000	7,274	923'000	7,339	969'000	7,398
878'000	7,275	924'000	7,340	970'000	7,399
879'000	7,277	925'000	7,342	971'000	7,400
880'000	7,278	926'000	7,343	972'000	7,401
881'000	7,280	927'000	7,344	973'000	7,403

b) Descendant d'un précédent mariage du conjoint ou du partenaire enregistré, père et mère, grands-parents, arrière-grands-parents					
Montant	Taux en %	Montant	Taux en %	Montant	Taux en %
974'000	7,404	1 004'000	7,439	1 034'000	7,472
975'000	7,405	1 005'000	7,440	1 035'000	7,473
976'000	7,406	1 006'000	7,441	1 036'000	7,474
977'000	7,407	1 007'000	7,442	1 037'000	7,475
978'000	7,409	1 008'000	7,443	1 038'000	7,476
979'000	7,410	1 009'000	7,445	1 039'000	7,477
980'000	7,411	1 010'000	7,446	1 040'000	7,478
981'000	7,412	1 011'000	7,447	1 041'000	7,480
982'000	7,413	1 012'000	7,448	1 042'000	7,481
983'000	7,415	1 013'000	7,449	1 043'000	7,482
984'000	7,416	1 014'000	7,450	1 044'000	7,483
985'000	7,417	1 015'000	7,451	1 045'000	7,484
986'000	7,418	1 016'000	7,452	1 046'000	7,485
987'000	7,419	1 017'000	7,454	1 047'000	7,486
988'000	7,420	1 018'000	7,455	1 048'000	7,487
989'000	7,422	1 019'000	7,456	1 049'000	7,488
990'000	7,423	1 020'000	7,457	1 050'000	7,489
991'000	7,424	1 021'000	7,458	1 051'000	7,490
992'000	7,425	1 022'000	7,459	1 052'000	7,491
993'000	7,426	1 023'000	7,460	1 053'000	7,492
994'000	7,427	1 024'000	7,461	1 054'000	7,493
995'000	7,429	1 025'000	7,462	1 055'000	7,494
996'000	7,430	1 026'000	7,463	1 056'000	7,495
997'000	7,431	1 027'000	7,465	1 057'000	7,496
998'000	7,432	1 028'000	7,466	1 058'000	7,497
999'000	7,433	1 029'000	7,467	1 059'000	7,498
1'000'000	7,434	1 030'000	7,468	1 060'000	7,499
1'001'000	7,436	1 031'000	7,469	1 061'000	
1'002'000	7,437	1 032'000	7,470	et	7,500
1 003'000	7,438	1 033'000	7,471	au-dessus	

**LOI** **648.11**

**modifiant la loi du 27 février 1963 concernant le droit de mutation sur les transferts immobiliers et l'impôt sur les successions et donations**

du 11 décembre 2024

LE GRAND CONSEIL DU CANTON DE VAUD

vu le projet de loi présenté par le Conseil d'Etat

décrète

**Article Premier**

La loi du 27 février 1963 concernant le droit de mutation sur les transferts immobiliers et l'impôt sur les successions et donations est modifiée comme il suit :

**Art. 25a Sans changement**

<sup>1</sup> Les prestations d'assurance imposables en vertu de l'article 11, alinéa 2, lettre c), sont estimées, s'agissant des assurances de capitaux privées susceptibles de rachat, au montant de la somme acquise par le bénéficiaire.

<sup>2</sup> Pour les prestations d'assurance de rentes viagères, l'impôt est calculé sur la somme acquise par le bénéficiaire ou sur la valeur capitalisée des rentes obtenues, après déduction de la part imposable à l'impôt sur le revenu au moment où la succession s'ouvre. La valeur des rentes est capitalisée selon le barème prévu à l'article 9.

<sup>3</sup> Les assurances dévolues gratuitement, qui ne sont pas échues au décès du défunt ou lors de leur donation, sont estimées à leur valeur de rachat.

**Art. 26 Sans changement**

<sup>1</sup> Les rentes, pensions et autres prestations périodiques viagères, créées par donation entre vifs ou par disposition pour cause de mort, sont estimées à leur valeur capitalisée, calculée selon le barème prévu à l'article 9.

<sup>2</sup> L'estimation des rentes viagères est faite en déduisant la part imposable à l'impôt sur le revenu au moment où la succession s'ouvre ou lorsque la libéralité devient effective.

**Art. 2**

<sup>1</sup> La présente loi entre en vigueur le 1er janvier 2025. Les modifications sont applicables pour toutes les successions ou les donations intervenues à partir du 1er janvier 2025.

**Art. 3**

<sup>1</sup> Le Conseil d'Etat est chargé de l'exécution de la présente loi. Il en publiera le texte conformément à l'article 84, alinéa 1, lettre a) de la Constitution cantonale et la mettra en vigueur, par voie d'arrêté, conformément à l'article 2 ci-dessus.

Donné, sous le grand sceau de l'Etat, à Lausanne, le 11 décembre 2024.

Le président du Grand Conseil: Le secrétaire général du Grand Conseil:

*J.-F. Thuillard*

*I. Santucci*

Date de publication : 24 décembre 2024

Délai référendaire : 27 février 2025

modifiant la loi du 5 décembre 1956 sur les impôts communaux

du 17 décembre 2024

LE GRAND CONSEIL DU CANTON DE VAUD

vu le projet de loi présenté par le Conseil d'Etat

décrète

Article Premier

<sup>1</sup> La loi du 5 décembre 1956 sur les impôts communaux est modifiée comme il suit :

Art. 8 Sans changement

<sup>1</sup> Sans changement.

- Sans changement.
- Sans changement.
- Sans changement.
- Sans changement.
- Sans changement.
- Sans changement.

<sup>2</sup> Sans changement.

<sup>3</sup> L'impôt cantonal et communal sur le revenu et sur la fortune ne peut dépasser au total :

- le 60% du revenu net au sens de l'article 29 de la loi du 4 juillet 2000 sur les impôts directs cantonaux (LI), augmenté des déductions prévues aux articles 37, alinéa 1, lettres h, h<sup>bis</sup>, i et j LI; ou
- si le revenu net calculé selon le premier tiret, exprimé en pourcentage de la fortune nette imposable dans le canton, n'atteint pas au minimum le taux fixé dans la loi annuelle d'impôt, le 60% du montant résultant de l'application de ce taux à la fortune nette imposable dans le canton.

<sup>3bis</sup> abrogé.

<sup>3ter</sup> Sans changement.

<sup>4</sup> Si l'application des alinéas 1 et 3 donne lieu à une réduction d'impôt, l'Etat et les communes la supportent proportionnellement à leurs droits.

Art. 2

<sup>1</sup> La présente loi entre en vigueur le 1er juillet 2025 pour autant que l'initiative « Baisse d'impôts pour tous : redonner du pouvoir d'achat à la classe moyenne » ne soit pas acceptée en votation populaire. Les modifications sont applicables pour l'année fiscale 2025.

<sup>2</sup> La modification à l'article 8, alinéa 3, s'applique à toutes les taxations encore ouvertes à partir de la période fiscale 2022.

Art. 3

<sup>1</sup> Le Conseil d'Etat est chargé de l'exécution de la présente loi. Il en publiera le texte conformément à l'article 84, alinéa 1, lettre a) de la Constitution cantonale et la mettra en vigueur, par voie d'arrêté, conformément à l'article 2 ci-dessus.

Donné, sous le grand sceau de l'Etat, à Lausanne, le 17 décembre 2024.

Le président du Grand Conseil: Le secrétaire général du Grand Conseil:

J.-F. Thuillard

I. Santucci

Date de publication : 24 décembre 2024

Délai référendaire : 27 février 2025

modifiant celle du 23 novembre 2010 sur les prestations complémentaires cantonales pour familles et les prestations cantonales de la rente-pont

du 11 décembre 2024

LE GRAND CONSEIL DU CANTON DE VAUD

décrète

Article Premier

<sup>1</sup> La loi du 23 novembre 2010 sur les prestations complémentaires cantonales pour familles et les prestations cantonales de la rente-pont est modifiée comme il suit :

Art. 25 Prélèvement des cotisations et contrôle

<sup>1</sup> Le taux unique des cotisations définies à l'article 23 est fixé à 0,09% des salaires et revenus déterminants AVS.

<sup>1bis</sup> Sans changement.

- a. Sans changement.
- b. Sans changement.

<sup>2</sup> Sans changement.

<sup>3</sup> Sans changement.

<sup>4</sup> Sans changement.

<sup>5</sup> Sans changement.

Art. 2

<sup>1</sup> Le Conseil d'Etat est chargé de l'exécution de la présente loi, qui est sujette au référendum facultatif.

<sup>2</sup> Il en publiera le texte et en fixera, par voie d'arrêté, la date d'entrée en vigueur.

Donné, sous le grand sceau de l'Etat, à Lausanne, le 11 décembre 2024.

Le président du Grand Conseil: Le secrétaire général du Grand Conseil:

J.-F. Thuillard

I. Santucci

Date de publication : 24 décembre 2024

Délai référendaire : 27 février 2025

DÉCRET 417.30.111224.1

fixant pour l'exercice 2025, le montant maximum des garanties que le Conseil d'Etat peut octroyer au nom de l'Etat pour les emprunts contractés par des établissements de pédagogie spécialisée privés reconnus afin de financer leurs investissements dans le cadre de la LPS

du 11 décembre 2024

LE GRAND CONSEIL DU CANTON DE VAUD

vu la loi sur la pédagogie spécialisée (LPS)

vu le projet de décret présenté par le Conseil d'Etat

décrète

Art. 1

<sup>1</sup> Le montant maximal des garanties que le Conseil d'Etat peut octroyer au nom de l'Etat pour les emprunts contractés par des établissements de pédagogie spécialisée privés reconnus afin de financer leurs investissements s'élève à CHF 78'270'893.- pour l'exercice 2025.

## Art. 2

<sup>1</sup> Le présent décret entre en vigueur le 1er janvier 2025.

## Art. 3

<sup>1</sup> Le Conseil d'Etat est chargé de l'exécution du présent décret, qui est sujet au référendum facultatif.

<sup>2</sup> Il en publiera le texte et le mettra en vigueur, par voie d'arrêté, conformément à l'article 2.

Donné, sous le grand sceau de l'Etat, à Lausanne, le 11 décembre 2024.

Le président du Grand Conseil: Le secrétaire général du Grand Conseil:

*J.-F. Thuillard*

*I. Santucci*

Date de publication : 24 décembre 2024

Délai référendaire : 27 février 2025

## DÉCRET 444.00.111224.1

### modifiant celui du 21 décembre 2022 fixant la contribution de l'Etat et des communes au budget annuel de la Fondation pour l'enseignement de la musique (FEM) pour les années 2022 à 2026

du 11 décembre 2024

LE GRAND CONSEIL DU CANTON DE VAUD

*décrète*

#### Article Premier

<sup>1</sup> Le décret du 21 décembre 2022 fixant la contribution de l'Etat et des communes au budget annuel de la Fondation pour l'enseignement de la musique (FEM) pour les années 2022 à 2026 est modifié comme il suit :

#### Art. 2 Sans changement

<sup>1</sup> Sans changement.

<sup>2</sup> Sans changement.

<sup>2bis</sup> Sur décision du Conseil d'Etat, le montant socle peut être ajusté annuellement à titre d'indexation sur la base des mesures de politique salariale décidées par le Conseil d'Etat.

#### Art. 2

<sup>1</sup> Le présent décret entre en vigueur avec effet au 1er janvier 2024.

#### Art. 3

<sup>1</sup> Le Conseil d'Etat est chargé de l'exécution du présent décret, qui est sujet au référendum facultatif.

<sup>2</sup> Il en publiera le texte et le mettra en vigueur, par voie d'arrêté, conformément à l'article 2.

Donné, sous le grand sceau de l'Etat, à Lausanne, le 11 décembre 2024.

Le président du Grand Conseil: Le secrétaire général du Grand Conseil:

*J.-F. Thuillard*

*I. Santucci*

Date de publication : 24 décembre 2024

Délai référendaire : 27 février 2025

## DÉCRET

600.00.111224.1

### fixant, pour l'exercice 2025, le montant limite des nouveaux emprunts contractés par l'Etat de Vaud, ainsi que le montant limite de l'avance de trésorerie que l'Etat de Vaud peut accorder à la Centrale d'encaissement des établissements sanitaires vaudois (CEESV) et au CHUV

du 11 décembre 2024

LE GRAND CONSEIL DU CANTON DE VAUD

vu l'article 105 de la Constitution du 14 avril 2003 du Canton de Vaud

vu le projet de décret présenté par le Conseil d'Etat

*décrète*

#### Art. 1

<sup>1</sup> Le montant autorisé de la dette de l'Etat de Vaud est de CHF 500 mios pour l'exercice 2025.

#### Art. 2

<sup>1</sup> Les conditions des emprunts éventuels seront fixées par convention avec les bailleurs de fonds ; tous pouvoirs sont donnés à cet effet au Conseil d'Etat.

#### Art. 3

<sup>1</sup> Le montant maximum du découvert en compte courant auprès de la BCV est fixé à CHF 200 mios pour l'exercice 2025.

#### Art. 4

<sup>1</sup> Il est octroyé à la Centrale d'encaissement des établissements sanitaires vaudois (CEESV) une limite de CHF 120 mios en 2025 au titre d'avance de trésorerie sous forme de compte courant dans les livres de l'Etat, au taux moyen de la dette à long terme de l'Etat.

#### Art. 5

<sup>1</sup> Il est octroyé au CHUV une limite de CHF 150 mios en 2025 au titre d'avance de trésorerie sous forme de compte courant dans les livres de l'Etat, au taux de 1%.

#### Art. 6

<sup>1</sup> Le présent décret entre en vigueur le 1er janvier 2025.

#### Art. 7

<sup>1</sup> Le Conseil d'Etat est chargé de l'exécution du présent décret, qui est sujet au référendum facultatif.

<sup>2</sup> Il en publiera le texte et le mettra en vigueur, par voie d'arrêté, conformément à l'article 6.

Donné, sous le grand sceau de l'Etat, à Lausanne, le 11 décembre 2024.

Le président du Grand Conseil: Le secrétaire général du Grand Conseil:

*J.-F. Thuillard*

*I. Santucci*

Date de publication : 24 décembre 2024

Délai référendaire : 27 février 2025

## relatif au budget de l'Etat pour l'année 2025

du 17 décembre 2024

LE GRAND CONSEIL DU CANTON DE VAUD

vu le projet de décret présenté par le Conseil d'Etat

*décète***Art. 1**

<sup>1</sup> Le budget des charges et des revenus de fonctionnement de l'Etat pour l'année 2025 est adopté conformément au tableau annexé.

**Art. 2**

<sup>1</sup> Le Conseil d'Etat est chargé de l'exécution du présent décret, qui n'est pas sujet au référendum.

<sup>2</sup> Le présent décret entre en vigueur le 1er janvier 2025.

Donné, sous le grand sceau de l'Etat, à Lausanne, le 11 décembre 2024.

Le président du Grand Conseil: Le secrétaire général du Grand Conseil:

*J.-F. Thuillard**I. Santucci***Annexes****1. Sommaire**

Date de publication : 24 décembre 2024

Départements	Charges brutes	Revenus bruts	Charges nettes	Revenus nets
Institutions, territoire et sport	239'982'100	84'529'100	155'453'000	
Enseignement et formation professionnelle	3'218'114'700	443'389'000	2'774'725'700	
Jeunesse, environnement et sécurité	949'494'100	362'094'800	587'399'300	
Santé et action sociale	4'914'120'400	1'459'430'700	3'454'689'700	
Economie, innovation, emploi et patrimoine	576'340'200	299'138'800	277'201'400	
Culture, infrastructures et ressources humaines	923'980'100	504'465'700	419'514'400	
Finances et agriculture	1'157'625'100	8'402'019'700		7'244'394'600
Ordre judiciaire vaudois	246'047'800	104'589'900	141'457'900	
Secrétariat général du Grand Conseil	9'376'900	26'900	9'350'000	
Revenus extraordinaires		294'740'100		294'740'100
Totaux	12'235'081'400	11'954'424'700	7'819'791'400	7'539'134'700
Excédent des charges sur les revenus		280'656'700		280'656'700
Sommes égales	12'235'081'400	12'235'081'400	7'819'791'400	7'819'791'400

**fixant, pour l'exercice 2025, le montant maximum des garanties que le Conseil d'Etat peut octroyer au nom de l'Etat pour les emprunts contractés par des établissements sanitaires privés reconnus d'intérêt public afin de financer leurs investissements dans le cadre de la LPFES**

du 11 décembre 2024

LE GRAND CONSEIL DU CANTON DE VAUD

vu la loi sur la planification et le financement des établissements sanitaires d'intérêt public du 5 décembre 1978 (LPFES)

vu le projet de décret présenté par le Conseil d'Etat

*décète***Art. 1**

<sup>1</sup> Le montant maximum des garanties que le Conseil d'Etat peut octroyer au nom de l'Etat pour les emprunts contractés par des établissements sanitaires privés reconnus d'intérêt public afin de financer leurs investissements s'élève pour l'exercice 2025 à CHF 1'015'574'024.24 pour les EMS/EPSM et CHF 250'156'862.83 pour les hôpitaux.

**Art. 2**

<sup>1</sup> Le présent décret entre en vigueur le 1er janvier 2025.

**Art. 3**

<sup>1</sup> Le Conseil d'Etat est chargé de l'exécution du présent décret, qui est sujet au référendum facultatif.

<sup>2</sup> Il en publiera le texte et le mettra en vigueur, par voie d'arrêté, conformément à l'article 2.

Donné, sous le grand sceau de l'Etat, à Lausanne, le 11 décembre 2024.

Le président du Grand Conseil: Le secrétaire général du Grand Conseil:

*J.-F. Thuillard**I. Santucci*

Date de publication : 24 décembre 2024

Délai référendaire : 27 février 2025

**fixant, pour l'exercice 2025, le montant maximum des garanties que le Conseil d'Etat peut octroyer au nom de l'Etat pour les emprunts contractés par des institutions socio-éducatives afin de financer leurs investissements dans le cadre de la LProMin**

du 11 décembre 2024

LE GRAND CONSEIL DU CANTON DE VAUD

vu la loi sur la protection des mineurs (LProMin)

vu le projet de décret présenté par le Conseil d'Etat

*décète***Art. 1**

<sup>1</sup> Pour l'exercice 2025, le montant maximal des garanties que le Conseil d'Etat peut octroyer au nom de l'Etat pour les emprunts contractés par les institutions socio-éducatives afin de financer leurs investissements s'élève à CHF 153'209'657.-.

**Art. 2**

<sup>1</sup> Le présent décret entre en vigueur le 1er janvier 2025.

## Art. 3

<sup>1</sup> Le Conseil d'Etat est chargé de l'exécution du présent décret, qui est sujet au référendum facultatif.

<sup>2</sup> Il en publiera le texte et le mettra en vigueur, par voie d'arrêté, conformément à l'article 2.

Donné, sous le grand sceau de l'Etat, à Lausanne, le 11 décembre 2024.

Le président du Grand Conseil: Le secrétaire général du Grand Conseil:

*J.-F. Thuillard*

*I. Santucci*

Date de publication : 24 décembre 2024

Délai référendaire : 27 février 2025

# DÉCRET

## 850.60.111224.1

### fixant pour l'exercice 2025, le montant maximum des garanties que le Conseil d'Etat peut octroyer au nom de l'Etat pour les emprunts contractés par des établissements socio-éducatifs reconnus d'intérêt public afin de financer leurs investissements dans le cadre de la LAIH

du 11 décembre 2024

LE GRAND CONSEIL DU CANTON DE VAUD

vu la loi sur les mesures d'aide et d'intégration pour personnes handicapées (LAIH)

vu le projet de décret présenté par le Conseil d'Etat

*décète*

#### Art. 1

<sup>1</sup> Pour l'exercice 2025, le montant maximal des garanties que le Conseil d'Etat peut octroyer au nom de l'Etat pour les emprunts contractés par des établissements socio-éducatifs privés reconnus d'intérêt public afin de financer leurs investissements s'élève à CHF 286'815'851.80.

#### Art. 2

<sup>1</sup> Le présent décret entre en vigueur le 1er janvier 2025.

#### Art. 3

<sup>1</sup> Le Conseil d'Etat est chargé de l'exécution du présent décret, qui est sujet au référendum facultatif.

<sup>2</sup> Il en publiera le texte et le mettra en vigueur, par voie d'arrêté, conformément à l'article 2.

Donné, sous le grand sceau de l'Etat, à Lausanne, le 11 décembre 2024.

Le président du Grand Conseil: Le secrétaire général du Grand Conseil:

*J.-F. Thuillard*

*I. Santucci*

Date de publication : 24 décembre 2024

Délai référendaire : 27 février 2025

## DÉCRET

900.111224.24

### fixant, pour l'exercice 2025, les montants maximaux autorisés des engagements de l'Etat par voie de prêts, de cautionnements et d'arrière-cautionnements conformément à la loi du 12 juin 2007 sur l'appui au développement économique (LADE)

du 11 décembre 2024

LE GRAND CONSEIL DU CANTON DE VAUD

vu l'article 41, alinéa 2, de la loi du 12 juin 2007 sur l'appui au développement économique (LADE)

vu le projet de décret présenté par le Conseil d'Etat

*décète*

#### Art. 1

<sup>1</sup> Pour l'exercice 2025, le montant maximal autorisé des engagements contractés par l'Etat conformément à la loi sur l'appui au développement économique est le suivant :

- engagements par voie de prêts : CHF 83'000'000.-
- engagements par voie de cautionnements : CHF 40'000'000.-
- engagements par voie d'arrière-cautionnements : CHF 3'000'000.-

#### Art. 2

<sup>1</sup> Le présent décret entre en vigueur le 1er janvier 2025.

#### Art. 3

<sup>1</sup> Le Conseil d'Etat est chargé de l'exécution du présent décret, qui est sujet au référendum facultatif.

<sup>2</sup> Il en publiera le texte et le mettra en vigueur, par voie d'arrêté, conformément à l'article 2.

Donné, sous le grand sceau de l'Etat, à Lausanne, le 11 décembre 2024.

Le président du Grand Conseil: Le secrétaire général du Grand Conseil:

*J.-F. Thuillard*

*I. Santucci*

Date de publication : 24 décembre 2024

Délai référendaire : 27 février 2025

modifiant celui du 29 mai 2024 d'application de la loi du 30 août 2022 sur la protection du patrimoine naturel et paysager

du 11 décembre 2024

LE CONSEIL D'ÉTAT DU CANTON DE VAUD

vu la loi sur la protection du patrimoine naturel et paysager du 30 août 2022

vu le préavis du département de la jeunesse, de l'environnement et de la sécurité

arrête

Article Premier

1 Le règlement du 29 mai 2024 d'application de la loi du 30 août 2022 sur la protection du patrimoine naturel et paysager est modifié comme il suit :

Art. 8 Espèces protégées au niveau cantonal (art. 12 al. 1 let. a et b LPrPNP)

1 Sans changement.

2 Sans changement.

- a. Sans changement.
b. Sans changement.
c. Sans changement.
d. Sans changement.

3 Sans changement.

4 Sans changement.

5 Les habitats des espèces, en particulier des champignons, qui sont tributaires de vieux arbres et de bois mort, inventoriés comme objets dignes de protection selon l'article 20 alinéa 1 lettre e de la loi, sont, dans la mesure du possible et dans le respect des principes de la planification forestière, pris en compte dans la création de réserves forestières au sens de l'article 52 de la loi forestière cantonale.

Art. 12 Sans changement

1 Sans changement.

- a. Abrogé.
b. Sans changement.
c. Sans changement.

2 La récolte de champignons non protégés à des fins lucratives, hors des jardins et vergers privés, est :

- a. limitée à une quantité de six kg par personne et par jour, toutes espèces confondues ;
b. admise de sept à vingt heures ;
c. soumise à une autorisation du service.

2bis L'autorisation ne peut être délivrée qu'à une personne attestant du suivi d'un cours dispensé par l'Association suisse des organes officiels de contrôle des champignons ou reconnue comme équivalente. Elle mentionne les espèces dont la récolte et la vente sont autorisées, ainsi que les modalités de prélèvement.

3 Sans changement.

3bis La destruction des champignons réalisée sans but de récolte est interdite.

4 Sans changement.

Art. 2 Modifications des annexes

1 L'annexe 2 "Liste des espèces végétales protégées au niveau cantonal - restrictions de récolte" est remplacée par l'annexe jointe au présent acte.

2 L'annexe 8 "Liste et montants des amendes d'ordre" est remplacée par l'annexe jointe au présent acte.

Art. 3 Entrée en vigueur

1 Le Département de la jeunesse, de l'environnement et de la sécurité est chargé de l'exécution du présent règlement qui entre en vigueur le 1er janvier 2025.

Donné, sous le sceau du Conseil d'Etat, à Lausanne, le 11 décembre 2024.

La présidente: Le chancelier:
C. Luisier Brodard M. Staffoni

Annexes

1. Liste des espèces végétales protégées au niveau cantonal - restrictions de récolte

2. Liste et montants des amendes d'ordre

Date de publication : 24 décembre 2024

Annexe 2

Liste des espèces végétales protégées au niveau cantonal - restrictions de récolte (Art. 8 al. 3 LPrPNP)

Table with 3 columns: Groupe, Nom français, Nom Latin. Lists various plant species and their Latin names, such as Anthéric faux-lis, Anthéric rameux, Grémil pourpre bleu, etc.

## Contraventions aux règles du droit cantonal (art. 46 al. 1 RLPPrNP)

## Liste des amendes d'ordre

No	Infraction	Montant de l'amende	LPrPnP, RLPrPnP
1	Violer l'obligation de tenir les chiens en laisse dans un secteur cantonal de protection	CHF 150.-	Art. 24 (objets classés) et 64 LPrPnP, PAC
2	Violer l'interdiction de quitter les chemins dans un secteur cantonal de protection d'accès limité aux chemins balisés	CHF 150.-	Art. 24 (objets classés) et 64 LPrPnP, PAC
3	Violer l'interdiction de navigation ou de baignade dans un secteur cantonal de protection	CHF 100.-	Art. 24 (objets classés) et 64 LPrPnP, PAC
4	Violer l'interdiction de camper, bivouaquer ou faire du feu à l'extérieur des endroits aménagés ou désignés à cet effet dans un secteur cantonal de protection	CHF 150.-	Art. 24 (objets classés) et 64 LPrPnP, PAC
5	Violer les interdictions de porter atteinte aux espèces animales et végétales (et à leur espace vital), inscrites à l'annexe 1 du RLPPrNP	CHF 150.-	Art. 8 al. 2 RLPPrNP
6	Violer, hors des objets protégés au sens des art. 24 à 27 LPrPnP, l'interdiction de cueillir, dans une quantité qui excède ce qui peut être tenu dans la main, les espèces végétales mentionnés dans l'annexe 2 du RLPPrNP	CHF 150.-	Art. 8 al. 3 RLPPrNP
7	Ne pas respecter l'interdiction de ramasser des escargots de bourgogne dans les objets protégés au sens des art. 24 à 27 LPrPnP	CHF 150.-	Art. 8 al. 4 RLPPrNP
8	Violer l'interdiction de ramasser les escargots de Bourgogne dont la coquille à un diamètre inférieur à 35 mm	CHF 150.-	Art. 8 al. 4 RLPPrNP
9	Violer l'interdiction de récolter des petits fruits avec un instrument de masse, tels que des peignes	CHF 150.-	Art. 11 al. 2 RLPPrNP
10	Violer l'obligation de disposer d'une autorisation pour la récolte à des fins lucratives d'espèces végétales indigènes non protégées	CHF 150.-	Art. 11 al. 3 RLPPrNP
11	Violer l'interdiction de récolter des champignons non protégés à des fins domestiques hors des jardins et vergers privés dans des quantités excédant deux kg par jour et par personne ou entre vingt et sept heures	CHF 150.-	Art. 12 al. 1 RLPPrNP

## Annexe 8

## Contraventions aux règles du droit cantonal (art. 46 al. 1 RLPPrNP)

## Liste des amendes d'ordre

No	Infraction	Montant de l'amende	LPrPnP, RLPrPnP
12	Violer l'obligation de disposer d'une autorisation pour la récolte des champignons non protégés à des fins lucratives	CHF 150.-	Art. 12 al. 2 RLPPrNP
13	Violer l'interdiction de récolter des champignons non protégés par grattage, râtelage du sol ou tout autre moyen permettant un prélèvement de masse	CHF 150.-	Art. 12 al. 3 RLPPrNP
14	Détruire des champignons sans but de récolte	CHF 100.-	Art. 12 al. 3bis RLPPrNP
15	Violer l'obligation de disposer d'une autorisation pour la récolte à des fins lucratives d'espèces minérales et fossiles	CHF 150.-	Art. 14 al. 1 RLPPrNP
16	Violer l'interdiction de récolter des espèces minérales et fossiles à des fins domestiques dans des quantités excédant, matrice comprise, 20 kg par jour et par personne	CHF 150.-	Art. 14 al. 1 RLPPrNP
17	Violer l'interdiction d'effectuer les travaux d'entretien des haies et bosquets du 16 mars au 30 août	CHF 150.-	Art. 18 al. 1 RLPPrNP
18	Violer l'interdiction de planter des espèces exotiques envahissantes mentionnées à l'annexe 3 du RLPPrNP	CHF 150.-	Art. 37 al. 3 RLPPrNP
19	Violer l'interdiction de stationner des véhicules hors des endroits aménagés à cet effet dans les secteurs cantonaux protégés	CHF 150.-	Art. 64 LPrPnP, objets classés, PAC
20	Violer l'interdiction de survoler, sans autorisation, un objet porté aux inventaires ou bénéficiant d'une mesure spéciale de protection avec un aéronef civil sans occupant de moins de 30 kg	CHF 150.-	Art. 28 al. 1 RLPPrNP
21	Violer l'interdiction d'éclairer le ciel dans les zones qui font partie ou bordent l'infrastructure écologique, ainsi que dans les objets portés aux inventaires ou protégés	CHF 150.-	Art. 30 al. 2 RLPPrNP

## de mise en vigueur

du 18 décembre 2024

## LE CONSEIL D'ÉTAT DU CANTON DE VAUD

vu le préavis de la Direction générale des affaires institutionnelles et des communes

arrête

## Art. 1

<sup>1</sup> Les lois ci-après du 1er octobre 2024, publiées dans la "Feuille des avis officiels du Canton de Vaud" du 14 décembre 2024, entrent en vigueur avec effet :

- a. au 1er janvier 2025 :
  1. loi du 1er octobre 2024 sur l'impôt 2025 (BLV 642.00).
- b. au 1er janvier 2026 :
  1. loi du 1er octobre 2024 sur l'impôt 2026 (BLV 642.00).
- c. au 1er janvier 2027 :
  1. loi du 1er octobre 2024 sur l'impôt 2027 (BLV 642.00).
- d. au 1er janvier 2028 :
  1. loi du 1er octobre 2024 sur l'impôt 2028 (BLV 642.00).

Donné, sous le sceau du Conseil d'Etat, à Lausanne, le 18 décembre 2024.

La présidente:

Le chancelier:

C. Luisier Brodard

M. Staffoni

Date de publication : 24 décembre 2024

## ARRÊTÉ

## de mise en vigueur

du 18 décembre 2024

## LE CONSEIL D'ÉTAT DU CANTON DE VAUD

vu le préavis de la Direction générale des affaires institutionnelles et des communes

arrête

## Art. 1

<sup>1</sup> Les actes législatifs ci-après des 24 septembre et 1er octobre 2024, publiés dans la "Feuille des avis officiels du Canton de Vaud" des 8 et 15 octobre 2024, entrent en vigueur avec effet au 1er janvier 2025 :

1. décret du 24 septembre 2024 sur le dépassement de la contribution 2022 de l'Etat à la Fondation pour l'accueil de jour des enfants (FAJE) (BLV 211.20) ;
2. décret du 24 septembre 2024 accordant au Conseil d'Etat un crédit d'ouvrage de CHF 11'000'000.- pour financer la part cantonale des travaux du réaménagement de la RC 1 – étape 5 – entre le carrefour du Banc-des-Pauvres, à Saint-Prex, et la limite communale ouest de Morges, sur les Communes de Saint-Prex, Lully et Tolochenaz (BLV 725.20) ;
3. loi du 1 octobre 2024 modifiant la loi forestière du 8 mai 2012 (BLV 921.01) ;
4. loi du 1er octobre 2024 modifiant celle du 2 mars 2010 sur le service de défense contre l'incendie et de secours (BLV 963.15) ;

5. décret du 1er octobre 2024 accordant au Conseil d'Etat un crédit-cadre de CHF 17'733'000 pour financer la deuxième phase de travaux permettant la mise en œuvre des dispositions légales fédérales et cantonales sur l'énergie relatives aux grands consommateurs, sur les sites de Dorigny et du Bugnon exploités par l'Université de Lausanne (BLV 414.10).

Donné, sous le sceau du Conseil d'Etat, à Lausanne, le 18 décembre 2024.

La présidente:

*C. Luisier Brodard*

Le chancelier:

*M. Staffoni*

Date de publication : 24 décembre 2024

## **ARRÊTÉ** **170.50**

### **de mise en vigueur**

du 18 décembre 2024

LE CONSEIL D'ÉTAT DU CANTON DE VAUD

vu le préavis de la Direction des affaires institutionnelles et des communes

*arrête*

#### **Art. 1**

<sup>1</sup> La loi 11 décembre 2024 modifiant celle du 23 novembre 2010 sur les prestations complémentaires cantonales pour familles et les prestations cantonales de la rente-pont (BLV 850.053), publiée dans la "Feuille des avis officiels du Canton de Vaud" du 24 décembre 2024, entre en vigueur avec effet au 1er janvier 2026, sous réserve d'un éventuel référendum.

Donné, sous le sceau du Conseil d'Etat, à Lausanne, le 18 décembre 2024.

La présidente:

*C. Luisier Brodard*

Le chancelier:

*M. Staffoni*

Date de publication : 24 décembre 2024

## **ARRÊTÉ** **172.215.1.1**

### **modifiant celui du 6 juillet 2022 sur la composition des départements et les noms des services de l'administration**

du 18 décembre 2024

LE CONSEIL D'ÉTAT DU CANTON DE VAUD

*arrête*

#### **Article Premier**

<sup>1</sup> L'arrêté du 6 juillet 2022 sur la composition des départements et les noms des services de l'administration est modifié comme il suit :

#### **Art. 6 Sans changement**

<sup>1</sup> Sans changement.

- a. Sans changement.
- b. Direction générale de la culture.
- c. Sans changement.
- d. Sans changement.
- e. Sans changement.
- f. Sans changement.
- g. Service cantonal de l'accueil de jour des enfants.

<sup>2</sup> Ce département comprend l'entité stratégique suivante : l'Office de la transformation numérique et de l'appui à l'administration.

#### **Art. 2**

<sup>1</sup> La Chancellerie d'Etat est chargée de l'exécution du présent arrêté qui entre en vigueur le 1er janvier 2025.

Donné, sous le sceau du Conseil d'Etat, à Lausanne, le 18 décembre 2024.

La présidente:

*C. Luisier Brodard*

Le chancelier:

*M. Staffoni*

Date de publication : 24 décembre 2024

## **ARRÊTÉ** **850.00.181224.1**

### **abrogeant celui du 17 avril 2020 sur l'organisation des régimes sociaux cantonaux, ainsi que l'adaptation des structures d'hébergement et d'accompagnement médico-social, pendant la phase de lutte contre la pandémie de coronavirus (COVID-19)**

du 18 décembre 2024

LE CONSEIL D'ÉTAT DU CANTON DE VAUD

*arrête*

#### **Art. 1 Abrogation**

<sup>1</sup> L'arrêté du 17 avril 2020 sur l'organisation des régimes sociaux cantonaux, ainsi que l'adaptation des structures d'hébergement et d'accompagnement médico-social, pendant la phase de lutte contre la pandémie de coronavirus (COVID-19) est abrogé.

#### **Art. 2 Exécution**

<sup>1</sup> Le Département de la santé et de l'action sociale est chargé de l'exécution du présent arrêté qui entre en vigueur le 30 août 2024.

Donné, sous le sceau du Conseil d'Etat, à Lausanne, le 18 décembre 2024.

La présidente:

*C. Luisier Brodard*

Le chancelier:

*M. Staffoni*

Date de publication : 24 décembre 2024